

## **AFFAIRE DES CARICATURES**

### **Compte rendu synthétique du dialogue organisé par Reporters sans frontières, à Paris, le 9 février 2006**

Comment concilier liberté d'expression et respect des sensibilités et des identités ? C'est sur cette interrogation que Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières, a ouvert la conférence consacrée à l'affaire des caricatures, qui s'est tenue le 9 février 2006, à Paris, en présence de responsables politiques et religieux, de diplomates, d'intellectuels et de journalistes.

#### **REGIS DEBRAY, PHILOSOPHE**

"Il ne s'agit pas d'une conspiration contre une autre. S'il existe effectivement un conflit de devoirs entre liberté d'expression et respect d'autrui, les deux notions ne sont pas incompatibles, à condition de prendre le problème avec calme, de façon historique. Conformément à l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, précisé par la Loi sur la presse de 1881, la liberté de s'exprimer est encadrée par la loi et s'arrête là où les droits d'autrui commencent. En Alsace-Lorraine, un article du code pénal, certes non appliqué mais jamais abrogé, punit d'une peine de trois ans d'emprisonnement l'outrage à Dieu. En Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, le code pénal prévoit des sanctions contre le sacrilège. La liberté d'expression est donc le fruit d'un processus long et compliqué. Dans ce contexte, et alors que non pas une, mais des civilisations doivent cohabiter, il est nécessaire d'une part de ne pas projeter nos codes sur une autre culture, d'autre part de garder une juste proportion entre nos grossièretés coloniales occidentales et le caractère inadmissible et irréparable des incendies, meurtres et exactions physiques qui leur ont succédé. En conclusion, il faut résister à l'intolérance, mais sans arrogance ni inconscience, dans le respect de l'identité de chacun."

#### **MOHAMED BECHARI, PRESIDENT DE LA FEDERATION NATIONALE DES MUSULMANS DE FRANCE ET VICE-PRESIDENT DU CONSEIL FRANÇAIS DU CULTE MUSULMAN**

"Il y a une nécessité de renforcer le dialogue entre les cultures pour faire face aux intégrismes aveugles de l'islam et des laïcs. La réponse à une violence n'est certes pas une autre violence : il faut bien sûr condamner la montée des mouvements populistes dans les pays arabes et marteler que le droit à l'information est sacré, mais pourquoi reproduire ces caricatures qui sont vécues comme une provocation ? S'inscrivent-elles dans un débat théologique sur la représentation du Prophète ou sont-elles davantage l'expression du racisme et de la xénophobie ? Arrêtons les accusations gratuites et les leçons d'allégeance vis-à-vis des

musulmans de France et d'Europe : ils se mobilisent contre le terrorisme et croient eux aussi à la liberté de parole et d'opinion. La seule solution pour permettre une cohabitation entre les civilisations, s'il y en a plusieurs, est de profiter de l'espace commun qu'offre la laïcité pour instaurer un véritable dialogue, à condition que cet espace ne soit pas pris en otage au nom de la liberté de la presse."

**ODON VALLET, HISTORIEN ET DOCTEUR EN SCIENCES DES RELIGIONS**

"Prenons l'exemple de *Star TV*, chaîne la plus regardée au monde, notamment en Inde et en Chine. Les héros des séries ne mangent ni porc, afin de ne pas choquer les musulmans, ni bœuf, pour les hindouistes, mais plutôt du poulet. Les profondes différences de sensibilité sont ainsi sources d'autocensure mais aussi de découvertes artistiques. Martin Scorsese ne pourrait désormais trouver les financements pour tourner *La dernière tentation du Christ*, et aucun producteur n'accepterait *La Vie de Brian* des Monty Python. Mais aucune religion n'est complètement iconoclaste ou iconolâtre. Les exceptions au principe de non-représentation du corps, interdit qui ne date que du VIII<sup>e</sup> siècle, sont nombreuses dans l'islam. Par ailleurs, certains mots, certains textes se heurteraient à la même opposition : Mahomet de Voltaire ou De l'esprit des lois de Montesquieu seraient refusés par les éditeurs, voire passibles des tribunaux. Ce qui est en cause dans cette affaire est donc moins l'image, la figuration, que le respect. Et s'il est de plus en plus difficile dans un univers globalisé de concilier liberté d'expression et respect, il faut s'y attacher."

**SOHEIB BENCHEIKH, CHERCHEUR EN SCIENCE ISLAMIQUE ET ANCIEN MUFTI DE MARSEILLE**

"Il faut relever la double ignorance surréaliste relative à l'islam comme à la liberté d'expression dont témoignent les réactions démesurées de mes coreligionnaires. Le Coran lui-même recommande de transcender toute polémique stérile : « Repousse le mal par le bien », tandis qu'à ceux qui le traitaient d'affabulateur ou de menteur, le Prophète a dit que Dieu sera juge au moment de la rétribution. L'idée de la liberté d'expression n'est pas encore ancrée dans les pays musulmans. Ceux qui demandent des excuses au gouvernement danois méconnaissent deux règles essentielles. Ils ne savent pas qu'ils peuvent hausser le ton pour défendre leurs propres valeurs au nom de la liberté d'expression ni que celle-ci s'accompagne d'une indépendance de la presse vis-à-vis du pouvoir exécutif, comme du dogme religieux. Tout d'abord, une religion sûre d'elle-même ne craint pas la critique ni ne fuit aucun débat. Ensuite, l'islam n'est pas la propriété exclusive des musulmans, mais un message à l'humanité entière. Enfin, le Prophète est un personnage public, historique, humain. Il n'est pas aussi sacré que Jésus et n'a pas à être vénéré comme tel. Le débat sur les caricatures n'est donc pas né de la question de la figuration de Mahomet, mais de la juxtaposition de deux droits absolus : la liberté d'expression et le respect des convictions. Enfin, je m'adresse au Cheik Youssef Kardaoui : Ne demandez pas des excuses aux gouvernements, ils n'y sont pour rien. Les médias sont indépendants. Ces sociétés reposent sur un équilibre entre l'autorité exécutive et la presse qui caricature."

**NAWAF NAMAN, DIRECTEUR DU BUREAU DE L'INFORMATION DE L'AMBASSADE DU KOWEÏT EN FRANCE**

"La religion est très importante et protège notre culture mais il faut respecter la liberté de la presse et la liberté d'expression. Aujourd'hui, l'information n'est plus seulement nationale mais aussi mondiale. Les gouvernements ne sont plus seuls maîtres de l'information. Il faut sortir de cette situation de crise, qui ne profite qu'aux extrémistes. Nous devons bâtir un pont pour favoriser le dialogue entre deux parties du monde [le monde arabo-musulman et le monde occidental]. Je lance un appel à Reporters sans frontières pour créer une commission de réflexion sur ce sujet avec différents représentants de la communauté musulmane dans le monde et je vous assure que vous rencontrerez le soutien des pays arabes pour une telle initiative. Beaucoup de musulmans se sont sentis insultés par les caricatures de Mahomet et surtout par celle au turban surmonté d'une bombe."

**RENE PETILLON, DESSINATEUR AU *CANARD ENCHAÎNÉ***

"Il faut revenir au début de cette affaire. Un journal danois a lancé un concours de caricatures de Mahomet. Cette publication est utile puisqu'elle correspond à une information. Sur les douze dessins publiés, dix sont anodins et deux seulement sont problématiques car ils font un amalgame dangereux entre musulman et terroriste. Un de ces deux dessins a été monté en épingle pour des raisons politiques [celui de la bombe dans le turban]. Des faussaires ont exagéré ce dessin et l'ont diffusé auprès de la population arabe. Le débat porte en fait sur ce dessin. Il faut que tout le monde se calme. Quand une opinion est outrancière, l'affaire se règle devant les tribunaux et l'on n'en parle plus. Les dessinateurs s'autocensurent tout le temps, mais quand on n'est pas musulman, le tabou [de la représentation du Prophète] ne vous concerne pas. Il y a une erreur de cible colossale de la part des dessinateurs danois. C'est une bavure professionnelle, c'est tout. Je suis ahuri par les conséquences politiques de cette affaire. Il faut faire la part des choses."

**DENIS GARREAU, AVOCAT AUPRES DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA COUR DE CASSATION**

"En tant que citoyen tout d'abord, je considère que ces caricatures sont tout aussi déplaisantes que celles que l'on trouve dans de nombreux journaux de pays arabes et qui mettent en cause la religion juive et les juifs. En ce que l'une d'entre elle fait un amalgame entre l'islam et le terrorisme, elle tout aussi inadmissible que la propagation des idées que l'on trouve dans les protocoles des sages de Sion dont le feuilleton Al Shatat diffusé par Al Manar se faisait l'écho. En droit, à la différence de la liberté de pensée, la liberté d'expression n'est pas absolue. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 précise bien que si cette liberté est un des droits les plus précieux de l'homme, tout citoyen peut avoir à répondre de l'abus de cette liberté et la Convention européenne des droits de l'Homme affirme que l'exercice de la liberté d'expression comporte des devoirs et des responsabilités. Les limites sont l'atteinte à l'ordre public ou l'atteinte aux droits d'autrui. A cet égard, la Cour européenne des droits de l'Homme, hostile à toute forme de censure, reconnaît cependant que la liberté d'expression peut être limitée pour tenir compte du respect du aux croyances religieuses. Il est

vrai que la liberté d'exprimer une opinion ou une idée n'est pas la liberté d'insulter ou d'injurier et les tribunaux sont là précisément pour sanctionner ces dérapages.

L'interdiction de diffusion d'une chaîne de TV comme Al Manar ou de publication à l'époque des satellites et d'internet n'a pas de sens. Elle n'aboutit qu'à cristalliser des incompréhensions et à radicaliser les propos. Il n'y a pas d'autre solution que de favoriser le dialogue pour permettre une compréhension et un respect mutuels des cultures et des civilisations."

**RACHID BENZINE, ISLAMOLOGUE ET ECRIVAIN**

"Les condamnations ne font pas avancer les débats de société. Aujourd'hui, les incendies se propagent de toutes parts : violences d'un côté, reproductions de caricatures de l'autre. La notion de sacré est différente dans chaque société. Cette crise est révélatrice des « impensés ». Au nom du sacré, je peux devenir violent, on est là-dedans. Il faut en sortir. Nous sommes dans une théologisation des relations internationales, une lecture religieuse des événements. Mais qui décide de ce qui est sacré ? Il faut éduquer la population pour qu'elle comprenne comment le sacré est né dans nos sociétés. Plutôt qu'un choc des civilisations, cette affaire révèle un choc des ignorances de part et d'autre, une méconnaissance de l'autre. La liberté d'expression n'a-t-elle aucune limite ? La liberté de croyance est-elle sans concession ? En fait, c'est moins un choc des valeurs qu'une hiérarchisation des valeurs. Les caricaturistes ont ridiculisé les valeurs des musulmans chez qui la représentation du Prophète est interdite, et les en ont dépossédés. Les musulmans l'ont ressenti comme une grande violence. Du côté des médias, quelle est la nature de la liberté d'expression dans un espace mondialisé ? Il faut faire très attention. Nous n'avons pas tous les mêmes symboles, mais nous voyons tous les mêmes images. Pour sortir de cette crise, nous devons trouver un nouveau langage. Nous manquons de concepts pour définir ce qui se passe aujourd'hui car la réalité va trop vite et nous ne faisons qu'aboyer. Il faut faire appel à la responsabilité de chacun."

**MONCEF MARZOUKI, ECRIVAIN ET DEFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME**

"La fracture entre deux mondes s'intensifie. D'un côté, le monde arabo-musulman dit : "Non seulement ils occupent nos terres, appuient les dictatures et pillent nos richesses, mais ils se permettent en plus de toucher à ce qui est sacré pour nous." A quoi les occidentaux répondent : "Ils nous envahissent et ils s'attaquent à nos valeurs." Cette fracture ne va pas s'arrêter. Les caricatures sont l'élément d'une chaîne de confrontation entre les civilisations, que certains appellent de leurs vœux. Les régimes arabes se mettent à exploiter Mahomet, or combien de Mahomet ont-ils emprisonnés, torturés et tués ? La manipulation est aussi à l'œuvre du côté occidental, avec les Etats-Unis qui tirent argument de l'affaire des caricatures pour taper sur la Syrie et l'Iran. Sommes-nous capables d'arrêter ce tsunami ? Il faut nous mettre au plus haut niveau d'identification – l'humanité – pour contenir les amalgames. Restent trois conditions à remplir pour arrêter cette crise : que cesse le calvaire des Palestiniens, que cesse l'occupation en Irak et que cesse l'appui des occidentaux aux dictatures du monde arabe."

**ABBAS AROUA, ECRIVAIN ET UNIVERSITAIRE**

"Les caricatures en soi ne sont pas en cause. C'est leur contenu qui fait problème. La liberté d'expression est fondamentale et tout le monde doit la défendre. Reste que cette liberté se manifeste dans un cadre et un contexte moral, politique et économique. Je pense qu'il y a du positif dans cette crise : elle a transformé un conflit latent en conflit patent et exprimé. C'est une étape nécessaire à la résolution de ce conflit. Elle conduit l'Occident à mieux comprendre la sensibilité musulmane, car cette crise révèle deux fléaux, l'ignorance de l'autre et l'injustice envers l'autre. Le monde musulman peut trouver à travers cette crise les ressources pour se battre en faveur de la liberté d'expression. Dans une société multiculturelle et un monde globalisé, chacun doit prendre conscience qu'un conflit de valeurs sacrées doit se résoudre sur le terrain du droit. Tout le monde doit participer à l'arrêt de cette crise. Les intellectuels musulmans doivent faire comprendre aux populations de leur pays qu'un gouvernement étranger ne peut s'excuser au nom d'un journal. Côté occidental, les médias devront faire admettre que les musulmans peuvent se sentir révoltés et pas seulement exploités ou téléguidés. La résolution de la crise ne passera pas par un traité entre Etats. Les gouvernements arabes sont aussi profanateurs que le journal danois car tuer ou torturer, c'est profaner le sacré. La résolution passera par un dialogue entre les populations."

**AXEL KRAUSE, JOURNALISTE AMERICAIN**

"Il faut rappeler qu'il y a six millions de musulmans aux Etats-Unis dont une bonne partie a voté pour Bush en 2000 et 2004. Pour la première fois, l'Europe a été visée et pas les Etats-Unis. Dans la rue arabe, on a brûlé des drapeaux européens et pas américain. C'est pour cela qu'aux Etats-Unis, la population a ressenti un relatif soulagement. La grande majorité des médias américains ont refusé de reproduire les caricatures incriminées. Seul le journal *Inquire*, à Philadelphie, s'y est risqué. Le vice-président de l'Association américaine des dessinateurs de presse a même fait une déclaration dans laquelle il disait qu'on avait bien sûr le droit de publier ou de montrer, mais que ce n'était pas pour autant une obligation. Peut-être sommes-nous en face d'une manipulation voulue par des pays comme la Syrie ou l'Iran, mais ça reste une hypothèse. En tout cas, face aux critiques de plus en plus nombreuses de l'opinion américaine contre la guerre en Irak, l'administration Bush se montre très prudente."

**MAREK HALTER, PHILOSOPHE**

"Je m'accroche à mon papa Voltaire de l'affaire Calas. Calas, un protestant. Voltaire n'aimait pas les protestants, mais il a toujours dit qu'il se battrait pour qu'ils aient le droit de s'exprimer. Pour un homme comme moi qui ai connu les deux totalitarismes – le nazisme et le stalinisme – la censure fait frémir. Selon le même principe, j'étais contre l'interdiction du Front national. Ma réaction a d'emblée été la même s'agissant des caricatures de Mahomet. Et puis, Mahomet n'est pas Dieu non plus ! Néanmoins, quand j'ai vu les caricatures, je me suis senti mal à l'aise, car elles m'ont rappelé les dessins sur les Juifs d'une autre époque, avec cette même manière de représenter l'individu sémite avec le nez crochu et les oreilles écartées. Et puis, j'ai vu les manifestations, les appels à la haine, notamment du régime de Téhéran... Il faut rester ferme sur certaines valeurs : la liberté d'expression, la critique de la

censure. Mais je n'oublie pas que le monde est comme un bateau. Si quelqu'un déclenche une guerre, le bateau coule et tout le monde coule. On peut tout caricaturer. Ahmadinejad a lancé un concours de caricatures sur la Shoah. Nous, Juifs, y survivrons. Un peu comme autrefois, quand des anarchistes caricaturaient Dieu. Certains répondaient : "Et alors, il est toujours vivant !"

**ARNAUD LEVY, REDACTEUR EN CHEF DE *FRANCE-SOIR***

"On a tenté de me dissuader de participer à ce débat, pour ne pas en rajouter aux tensions actuelles. Mais, il y avait ce mot magique : "Dialogue". Alors je suis venu. Au sein de *France-Soir*, nous avons dès le début fait le choix du débat. Bien que nous soyons au milieu de ce maelström, nous continuons à expliquer notre décision. Quand nous avons publié les caricatures, nous avons pris la précaution de les légender. Nous précisions bien qu'il s'agissait d'une démarche d'information, et surtout que nous étions conscients que les dessins pouvaient choquer. Ensuite, nous avons publié les commentaires de ceux qui nous attaquaient. Aujourd'hui, c'est un débat autour des valeurs. La liberté de croyance, et son corollaire, le respect des croyants. Et la liberté d'expression, et son corollaire, le respect de la presse. Il est également important de rappeler qu'en France tout ce qui n'est pas interdit est autorisé. Et à notre avis, publier ces dessins dûment légendés, n'était pas une violation de la loi. Comme nous avons pris nos précautions, nous n'avons pas de regrets. Je suis heureux qu'un débat se soit ouvert. Malgré, parfois, des relents nauséabonds antisémites. Pour finir, j'ai un message d'espoir pour que des voix modernes s'expriment dans le monde musulman. Elles doivent être plus fortes que celles des extrémistes qui abusent du Coran. En France, il y a une nécessité de mieux enseigner l'histoire des religions et la richesse de la culture arabo-musulmane. Pour empêcher la stigmatisation, il faut aussi parler de la poésie arabe et de la musique qui peuvent nous unir."

**LAKHDAR BELAÏD, JOURNALISTE DE *FRANCE-SOIR***

"J'avais un problème de conscience avant de participer à ce débat. En effet, j'étais personnellement opposé à la publication des caricatures par mon journal. Et je n'ai pas changé. Je n'étais pas le seul parmi les employés. Du directeur au standardiste, nous avons eu ce débat. Et souvent les plus jeunes, français et d'origine étrangère, étaient les plus opposés. Familiers d'une société française métissée, ils savaient que cette stigmatisation à outrance allait choquer. Moi, comme les autres, nous avions l'argument du respect. Nous voulions défendre le devoir de responsabilité de la presse. Avec, en tête, la peur de jeter ces caricatures en pâture. Cette affaire intervient dans un contexte particulier. Ainsi, lors des émeutes en banlieues ou lors de la mort d'immigrés dans des bâtiments insalubres, certains journalistes voulaient absolument trouver un motif religieux. Encore une fois, nous sommes victimes de ce manque de réflexion et de perspective sociale. En France, nous avons une vieille tradition de bouffeurs de curés. On est fier de la loi de 1905 et, depuis le début, l'islam est en position de dominé. Aujourd'hui, nous devons voir un danger dans une défense à outrance, comme d'une citadelle assiégée, de la liberté d'expression et de la laïcité."

**NOËL COPIN, ANCIEN DIRECTEUR DE *LA CROIX***

Je suis d'accord avec Marek Halter et son « papa » Voltaire. Je ne m'exprime pas au nom de *La Croix* mais à titre personnel à partir de divers expériences relatives à la liberté de la presse et la liberté religieuse. Lors d'une émission de Michel Polac, une caricature ridiculisait le Christ. J'avais protesté, non pour censurer mais pour souligner que des chrétiens pouvaient être blessés. Polac avait été lui-même d'accord sur le fait que l'on pouvait s'attaquer aux personnes, comme le pape, mais pas à la foi. Il a dit depuis que cela lui semblait une mauvaise solution. On ne peut certes demander de respecter le sacré à ceux qui ne croient pas au sacré (comment d'ailleurs le définir ?), on ne peut demander à ceux qui ne croient pas en Dieu de respecter Dieu. Mais on peut demander que soient respectés ceux qui croient au sacré et qui croient en Dieu. A propos des réactions de l'Eglise catholique, on a parlé d'une « coalition d'intérêts ». Il me semble qu'il s'agit pour les religions de défendre la dignité de tout homme. En tous cas il faut se garder de durcir les lois ? Nous sommes capables dans la profession d'assumer notre responsabilité. Car le journaliste doit toujours avoir en tête une question fondamentale : "Est-ce que c'est obligatoire ?" De l'autre côté, les croyants doivent accepter la critique. Face à cette nouvelle crise, les dirigeants politiques doivent appeler à la responsabilité, sans céder sur le principe de la liberté d'expression. Les journalistes doivent poursuivre leurs débats en interne. Un bon travail d'information pourra aider à diminuer le choc des ignorances. J'ai l'impression qu'après le 11 septembre, la presse française a tenté de mieux expliquer l'islam. Mais avec cette nouvelle crise, nous retombons dans les stéréotypes."

FIN